



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de l'Université Toulouse 1 Capitole.

La politique de F. D. Roosevelt : le droit social d'un monde nouveau ?

MASTOR WANDA

Référence de publication : MASTOR (W.), « La politique de F. D. Roosevelt : le droit social d'un monde nouveau ? », *Pouvoirs*, n° 150, 2014, p. 41-52.

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications, contacter portail-publi@ut-capitole.fr

La politique de F. D. Roosevelt : le droit social d'un monde nouveau ?

« Il y a là un crime si monstrueux qu'il dépasse l'entendement. Il y a là une souffrance telle qu'elle ne saurait être symbolisée par les larmes. Il y a là une faillite si retentissante qu'elle annihile toutes les réussites antérieures. Un sol fertile, des files interminables d'arbres aux troncs robustes, et des fruits mûrs. Et les enfants atteints de pellagre doivent mourir parce que chaque orange doit rapporter un bénéfice. »

John Steinbeck, *Les Raisins de la colère* 1

« Le premier souci de tout gouvernement dominé par les idéaux humains de démocratie tient à ce principe simple : dans un pays disposant de vastes ressources, on ne doit laisser personne mourir de faim. »

Franklin D. Roosevelt, *Causerie au coin du feu*, 28 juin 1934 2

Nulle autre œuvre que celle de John Steinbeck ne met mieux en évidence le paradoxe insupportable d'une terre fertile engendrant la famine. Non celle des Okies, ravagée par la sécheresse, emportée par les effets du *Dust Bowl* et défigurée par les tracteurs dont le conducteur « n'aimait pas plus la terre que la banque n'aimait la terre ». Mais celle de l'Ouest, et « ses champs qui auraient pu les nourrir », Terre promise vite muée en désillusion amère, aussi riche d'« oranges dorées accrochées aux branches » que de « gardes chargés d'empêcher un homme de cueillir une orange pour un enfant affamé » 3. Paradoxe d'une Grande Dépression qui touche un pays censé être fort, même si certains historiens, à l'image de Howard Zinn, soulignent que « la prospérité restait cependant concentrée au sommet de la pyramide 4 ». Au lendemain du krach boursier d'octobre 1929, « l'économie américaine ressemblait à un homme dont le visage bouffi fait croire à la bonne santé et dissimule une maladie grave 5 ». Maladie grave causée par des spéculations boursières sauvages dont les symptômes sont, pour ne citer qu'eux 6, un produit national brut passant, de 1929 à 1933, de 104 à 56 milliards de dollars, un taux de chômage augmentant de 1,6 à 12,8 millions de personnes, des investissements dégringolant de 16,2 à 1,4 milliard. Les indices de production dans le domaine de l'industrie, quant à eux, chutent de 100 à 63, tandis que ceux des salaires des agriculteurs passent de 100 à 48. La misère ne touche pas seulement les fermiers fuyant l'Oklahoma, que l'objectif de Dorothea Lange a immortalisés mieux qu'aucun autre photographe. Des métayers accroupis scrutant le sol craquelé 7, des migrants errant seuls sur les routes 8, des enfants en haillons s'agrippant au corps de leur mère désespérée 9, et ces abris de tôle, telles des niches accrochées aux voitures, qui servent de « maisons » dans la Californie promise qui les rejette 10 : « Ils avaient faim et ils devenaient enragés. Là où ils avaient espéré trouver un foyer, ils ne trouvaient que la haine 11. » La misère se distille partout, y compris dans les villes, concentrée dans les « Hooverilles 12 », et ses causes sont « profondes et simples » pour citer de nouveau Steinbeck : « Les causes sont la faim, une faim au ventre multipliée par un million ; la faim dans une seule âme, faim de joie et d'une certaine sécurité, multipliée par un million ; muscles et cerveau souffrant du désir de grandir, de travailler, de créer, au-delà des nécessités individuelles 13... » C'est dans ce contexte que se déroulent les élections à la fin de l'année 1932, et nul doute que « l'extrême dureté de l'époque, l'inaction du gouvernement quand il s'agissait d'apporter de l'aide 14 », influèrent sur elles. Et c'est cette crise qui va, de l'avis d'Élisabeth Zoller, imposer à la présidence des États-Unis une « transformation radicale » par l'institutionnalisation du *leadership*. Celui qui remporte les élections dans un pays marqué par une crise sans précédent « n'a pas inventé le *leadership*, mais [...] lui a donné une portée qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait explorée » 15.

« Un étourdissant chambardement débute le 4 mars 1933 », souligne André Kaspi dès la première page de sa biographie consacrée à Franklin D. Roosevelt 16. Douze années d'une présidence qui « n'a pas fini de nourrir les mentalités collectives, de servir de référence ou de repoussoir ». L'idée d'un monde nouveau surgit alors, celle d'une Amérique « naissante » 17, « renaissante » selon les termes plus modestes utilisés dès le discours inaugural du 4 mars 1933 : « Plus que jamais le moment est venu de dire la vérité, toute la vérité, avec franchise et courage. Nous ne devons pas nous dérober mais honnêtement affronter les conditions dans lesquelles se trouve notre pays aujourd'hui. Notre nation va survivre comme elle a survécu ; va renaître et prospérer. Laissez-moi avant tout exprimer ma ferme conviction que la seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même, une terreur sans nom, irrationnelle, injustifiée qui paralyse les efforts nécessaires pour transformer les replis en progrès 18. » Plusieurs éléments – indissociables – contribuent à qualifier ce monde de « nouveau », comme nous y invite le titre de la présente contribution. Nouveauté de la présidence, de la méthode, des moyens utilisés pour répondre à la crise. Mais ce monde nouveau est-il réellement « social » ? À ses détracteurs qui lui reprochent son « socialisme » – critique à replacer dans le contexte de l'époque –, Roosevelt répond qu'il est un démocrate de l'action. Dans un discours radiophonique prononcé le 24 juin 1938, quelques mois avant le renouvellement du Congrès, il rend hommage au programme des représentants qu'il qualifie de « nettement à gauche » et décrit ainsi « l'école de pensée opposée, dite conservatrice » : elle ne « reconnaît pas, de manière générale, la nécessité de l'intervention des pouvoirs publics pour répondre à ces nouveaux problèmes. Elle pense que l'initiative individuelle et la philanthropie privée les résoudront 19 ». Nul doute que la présidence de Roosevelt est « sociale », tant du point de vue des finalités (éradiquer la misère) que de la méthode (l'interventionnisme). Politique accentuée par un charisme généreux symbolisé par les « causeries au coin du feu ». Roosevelt, par ses discours régulièrement diffusés à la radio, donne ainsi l'impression de pénétrer les foyers, de rassurer les Américains en les assurant de son intérêt pour chacun d'entre eux : « Je pense constamment à tous – qu'ils aient ou non un travail –, aux problèmes qu'ils rencontrent pour trouver à manger, à s'habiller, à se loger, à suivre un enseignement, à se soigner, et à assurer leur retraite 20. » C'est aux historiens et économistes qu'il appartient de conclure sur le caractère proportionné ou non de l'élévation de Franklin D. Roosevelt au rang de héros de la nation. Non du Roosevelt de la Seconde Guerre mondiale et de ses suites immédiates, mais de celui des deux premiers mandats, de l'orfèvre du *New Deal* et de « l'inventeur de la présidence moderne 21 ». Cruelle leçon de l'histoire, c'est l'entrée en guerre qui va permettre aux États-Unis de sortir de la crise. De l'avis de certains historiens, sans elle et le travail qu'elle offrait, Roosevelt n'aurait pas réussi à redresser l'économie du pays. « Le capitalisme, écrit Howard Zinn, restait intact. Les riches continuaient de contrôler les ressources de la nation, ses lois, ses tribunaux, sa police, ses journaux, ses églises et ses collègues. On avait apporté juste ce qu'il fallait d'aide à suffisamment de personnes pour que Roosevelt passe pour un héros aux yeux de millions d'Américains. Mais le système qui avait entraîné la crise et la dépression était toujours debout – un système de gâchis, d'inégalités et de profit qui prenait le pas sur les besoins humains 22. »

La lecture de l'intégralité des discours de Roosevelt et de l'essentiel des lois votées par un Congrès coopérant démontre que le *New Deal* vise avant tout à stabiliser l'économie, le « droit social », envisagé comme « un projet de société » contribuant « à définir la place faite à l'Humain 23 », étant plus ponctuel, plus ciblé pour venir en aide dans les situations les plus urgentes et porteuses de germes de révolte. Mais ce qui nous conduit à penser que ce monde était bien « nouveau », c'est un élément qui, à première vue, peut paraître secondaire par rapport à l'arsenal de mesures adoptées notamment sous les deux premiers mandats. Il s'agit de ce que nous qualifierons de « rhétorique du *New Deal* » : le climat de confiance, l'appel à la solidarité, au patriotisme, aux prières, la foi en l'individualisme des Américains, non égoïste

mais créateur de foyers d'énergies porteuses, ont été déterminants dans le redressement, même imparfait, du pays. De ce point de vue, les discours de Roosevelt sont un vrai modèle du genre : « Quand j'étais en France pendant la Grande Guerre, nos soldats appelaient les États-Unis "le pays du Bon Dieu". Faisons en sorte que ce soit vrai, et que cela reste vrai 24. »

La substance d'un monde nouveau : le *New Deal*

Même si, comme le souligne justement Véronique Champeil-Desplats, « l'équation "droits sociaux = droit des pauvres" est très partiellement exacte », les droits sociaux profitant « aussi aux plus aisés » 25, nous nous limiterons au versant du *New Deal* relatif à la protection des personnes vulnérables 26, notamment les chômeurs et les agriculteurs. Nous entendons ici les droits sociaux comme vecteurs de l'épanouissement de l'individu, de sauvegarde de sa dignité 27 : d'une part, parce que cette conception est la nôtre dans l'absolu; d'autre part, parce que les discours de Roosevelt nous invitent à la retenir. La dignité étant perdue pour près d'un tiers des Américains, le défi est immense pour un président soucieux de stabiliser l'économie mais aussi d'améliorer le quotidien du peuple, dont il aime à rappeler qu'il est le cœur de la démocratie : « Il n'est ni logique ni nécessaire qu'un tiers de notre population ne dispose pas du minimum qu'exige le monde moderne pour pouvoir vivre correctement 28. » Éradiquer la misère, c'est aussi préserver la forme du gouvernement ; faire un pari sur la relance, c'est miser sur la longévité des institutions démocratiques 29 et « parfaire les traditions historiques du peuple américain 30 ».

Le premier mandat de Roosevelt est placé sous le sceau de l'urgence. Urgence de faire face à la crise, urgence d'apporter de l'aide aux plus 46 démunis, mais urgence aussi d'éviter que les raisins de la colère ne se transforment en raisins de la révolte : « Chacun de nous, tambour-major à la tête d'un régiment de peines, de douleurs, marchant le cœur plein d'amertume. Et un jour, toutes les armées de cœurs amers marcheront toutes dans le même sens. Et elles iront toutes ensemble et répandront une terreur mortelle 31. » Le *New Deal* vise ainsi « avant tout à stabiliser l'économie, et, secondairement, à venir suffisamment en aide aux classes les plus défavorisées pour les empêcher de transformer une simple révolte en véritable révolution. Car cet esprit de révolte existait bel et bien lorsque Roosevelt devint président. Les gens les plus désespérés ne comptaient plus sur l'aide du gouvernement 32 ». L'action remplace désormais le « laissez-faire », et l'exécutif se mue en « État administratif » 33.

« Conscient de l'urgence et de la nécessité de réagir avec une rapidité rarement égalée dans notre histoire », le Congrès, que ses représentants soient démocrates ou républicains, va accompagner le président nouvellement élu « d'une manière généreuse et intelligente » 34, selon ses propres termes. La méthode choisie est celle de la planification 35, les mots « partenariat » et « coopération » étant récurrents dans les discours de Roosevelt ; l'objectif affiché, loin des statistiques et autres données économiques inintelligibles pour une large partie des Américains, est présenté avec pédagogie et empathie : « Nous ne vivrons pas un hiver semblable au dernier. Je ne crois pas qu'aucun peuple ait jamais supporté si bravement et si allégrement une saison aussi difficile. Nous ne pouvons pas demander à l'Amérique de continuer à endurer sans nécessité de telles souffrances 36. » « Avec l'inébranlable espoir que l'action immédiate donnera des résultats immédiats 37 », Roosevelt, qui dit ne croire qu'« aux explications pratiques et aux politiques pratiques 38 », donne corps à la nouvelle donne annoncée dès sa première campagne, de nombreuses lois étant votées en quelques semaines seulement. Le 12 mai 1933 sont signés l'*Agricultural Adjustment Act* (aaa) et le *Federal Emergency Relief Act* ; suivis, cinq jours plus tard, de la loi créant la Haute Autorité de la vallée du Tennessee (tva) 39 puis du *National Industrial Recovery Act* (nira) et du *Glass-Steagall Banking Reform Act* le 16 juin. Nul n'est besoin de revenir ici sur le sort bien

connu que réservera la Cour suprême à l'aaa et au nira, et la joute aux accents dramatiques qui opposera les pouvoirs exécutif et judiciaire.

Des progrès sont accomplis mais la dépression persiste, et le *Welfare State*, à partir de 1934, engage le gouvernement dans une voie plus « sociale », notamment à travers la sécurité sociale et l'aide aux chômeurs, avec la création du National Labor Relations Board. Lors de son deuxième discours inaugural, le 20 janvier 1937, un Roosevelt moins optimiste qu'en 1933 évoque la persistance de la misère que viendra confirmer la récession à partir du mois d'août. La volonté réformatrice ne l'abandonne pas et d'autres lois sont votées, dont le second aaa en février 1938 et le *Fair Labor Standards Act* en juin 1938 relatif notamment aux salaires et à la durée de travail. Les effets de ces diverses lois sont variés et parfois contradictoires. L'aaa avait par exemple pour objectif de faire remonter les prix agricoles, par le biais d'un mécanisme poussant les agriculteurs à réduire leur production en échange d'une indemnité. Les effets pervers dudit mécanisme, illustrés par la destruction des productions sous les yeux des personnes affamées, sont décrits par Steinbeck : « Alors ils restent plantés là et regardent flotter les pommes de terre au fil du courant ; ils écoutent les hurlements des porcs qu'on saigne dans un fossé et qu'on recouvre de chaux vive, regardent les montagnes d'oranges peu à peu se transformer en bouillie fétide ; et la consternation se lit dans les yeux de ceux qui ont faim 40. » De même, le nira, qui avait pour but de faire redémarrer l'industrie et de stimuler l'embauche, a entraîné une domination des patrons. Un faible nombre d'entre eux applique la section 7a autorisant la présence d'un syndicat au sein d'une entreprise respectant les codes de concurrence loyale ; « en fin de compte, le nira renforce les monopoles, en mettant fin à la concurrence, fait monter les prix et crée peu d'emplois nouveaux 41 ».

Malgré tous les efforts entrepris depuis 1933, le pays ne « sort » véritablement pas de la crise et le chômage, même mieux accompagné, demeure très important. C'est ce fléau qui est le plus souvent présent dans les discours et causeries de Roosevelt, car représentatif d'une faille qu'il estime inconcevable dans le pays qu'il préside : « La démoralisation que provoque l'amplitude du chômage est notre plus grande folie. Du point de vue moral, c'est la plus grande menace à l'ordre social. » Dans un message radiophonique du 28 avril 1935, il annonce « une grande croisade nationale pour mettre fin à l'oisiveté forcée, qui est la plaie pour l'esprit humain engendré par cette crise ». Son deuxième mandat sera tout autant marqué par cette priorité, Roosevelt appelant chaque Américain à participer, directement ou indirectement, à l'organisation d'un recensement national des chômeurs « à l'américaine », selon son propre mot : « Le chômage forcé, lorsqu'il touche une partie considérable de notre peuple, dans un pays si riche, et porteur de tant de promesses, est un paradoxe qui défie notre ingéniosité. Le chômage est l'un des problèmes les plus pénibles et les plus irritants qui affectent aujourd'hui l'humanité. » 42

La priorité de Roosevelt n'était pas la refonte de l'ordre social mais la relance de l'économie. Il ne nie pas la différence entre les classes mais souligne plutôt qu'il n'y a « pas de faille insurmontable 43 » entre elles. Ce qui fait la nouveauté de ce monde, c'est bien évidemment l'ampleur des réformes et les mutations du gouvernement qu'elles entraînent. Un gouvernement dirigiste, interventionniste, qui étend son *leadership* sur les autres pouvoirs. Un gouvernement qui « s'administrativise », pratiquement chaque loi s'accompagnant de la création d'une agence chargée de veiller à son exécution. Un nouvel ordre administratif qui conduira même à la création, le 8 septembre 1939, de l'Executive Office of the President. Un monde nouveau également marqué par sa propre rhétorique : le *New Deal* n'a peut-être pas permis aux États-Unis de sortir de la crise, mais leur a donné l'*espoir* d'en sortir.

La rhétorique d'un monde nouveau : la confiance du peuple

Le premier discours radiophonique du 12 mars 1933, diffusé à 22 heures, s'ouvre par « *My friends* ». Précision non anecdotique qui donne le ton des causeries au coin du feu et, plus généralement, souligne le talent politique de Roosevelt. Au sein de la plus grande démocratie du monde, le talent politique doit aussi – et peut-être avant tout – résider dans cette faculté de s'adresser aux seuls titulaires de la souveraineté. Talent d'autant plus évident que le prédécesseur, Herbert Hoover, n'avait pas réussi à redonner confiance à ses compatriotes. Dès son discours inaugural, Roosevelt entend dire « la vérité, toute la vérité », pendant que Hoover avait avancé des arguments extérieurs pour expliquer la crise. Pour celui qui l'a sèchement battu lors des élections du 8 novembre 1932, les raisons sont avant tout endogènes et la relance implique la reconnaissance des fautes. Ce ne sont pas les Français et les Anglais qui, en ne remboursant pas ou peu les dettes liées à la Grande Guerre, ont précipité les États-Unis dans la Grande Dépression : ce sont bien les spéculations sauvages qu'une faiblesse du contrôle gouvernemental a accentuées. Les fautes sont évidentes, mais le nouveau président ne s'y attarde pas : l'heure est à l'action et la réussite ne dépendra que des efforts conjugués. Les réformes n'auront aucun effet si le peuple américain n'y adhère pas, n'offre ni son concours ni surtout sa confiance. « Après tout, confie Roosevelt dans sa première causerie au coin du feu, dans la restauration de notre système financier, il est un élément plus important que la monnaie, plus important que l'or, et qui est *la confiance du peuple*. *La confiance et le courage sont les points essentiels du succès de notre plan*. Vous, mes chers concitoyens, devez avoir la foi ; ne cédez pas à la panique, aux rumeurs ni aux spéculations. Unissons-nous pour bannir la peur. » La proximité des mots, l'empathie du ton, les vertus pédagogiques de la personne la plus puissante des États-Unis qui entend s'adresser aussi aux plus modestes, ne quitteront jamais les discours de Roosevelt. Et lorsqu'il dit, toujours dans le même discours sur la crise bancaire : « Je vous assure qu'il est plus sûr de garder son argent dans une banque qui a réouvert que sous votre matelas » 44, « le résultat est extraordinaire », selon les termes d'André Kaspi : « Dès le lendemain, l'argent revient dans les banques » 45. Se dégage des discours de Roosevelt une impression de vérité, de sincérité, de chaleur qui, si elle ne suffit pas à avoir des effets concrets et directs sur la relance, en a sur les âmes des personnes désespérées. « Le meilleur expert en communication de l'entourage de Roosevelt, c'est Roosevelt lui-même. Avec ce sens inné du possible et de l'inutile. Il ne cherche pas à manipuler l'opinion, mais à l'informer. L'intuition triomphe plus qu'une technique sophistiquée. À l'ordre du jour, le bon sens et non les coups tordus 46. » Nous partageons entièrement cette analyse du biographe, et la lecture intégrale des discours stimule la réflexion de l'observateur étranger contemporain qui, conscient de la dureté de son époque, apprécierait ces adresses, fussent-elles n'être que de l'opium. Une certaine frange d'une certaine élite sourirait à l'écoute de l'affirmation suivante : des personnes vivant sous le seuil de pauvreté pourraient voir dans les paroles d'un président élu directement par lui une source d'apaisement. Dire : « Je suis là, je vous comprends, je ne vous abandonnerai jamais », comme le fait régulièrement Roosevelt *via* la radio, n'est pas de la démagogie. C'est de la politique, au sens noble du terme. À défaut de détenir le pouvoir d'améliorer miraculeusement la situation de détresse de nombreux Américains, leur Président cherche à les reconforter, à leur redonner confiance pour une raison essentielle : parce qu'il croit le progrès possible. « Ensemble, nous ne pouvons que réussir », « dans l'esprit de confiance et d'émulation mutuelle que nous ressentons aujourd'hui, nous sommes décidés à aller de l'avant » 47 : les formules de ce type abondent dans les discours radiophoniques.

Derrière ces paroles reconfortantes se cache la confiance de Roosevelt en la foi du peuple américain et son aptitude, légendaire, à se relever. Même au seuil du désespoir, « femmes et enfants savaient au fond d'eux-mêmes que nulle infortune n'est trop lourde à supporter du moment que les hommes tiennent le coup 48 ». Outre sur son propre pouvoir de conviction, Roosevelt compte sur la capacité du peuple à se mobiliser, à coopérer, et surtout sur son goût de l'entraide qui avait déjà frappé

Tocqueville 49 : « Physiquement, en valeur monétaire comme spirituelle, nous sommes liés les uns aux autres 50. » Une fois de plus, le meilleur témoignage de cette solidarité se lit dans les *Raisins de la colère*. La nuit tombée, après avoir parcouru des kilomètres dans leurs convois de fortune, les agriculteurs dépossédés se réunissent : « Et parce qu'ils se sentaient perdus ou désemparés, parce qu'ils venaient tous d'un coin où régnaient la désolation et les soucis, où ils avaient subi l'humiliation de la défaite, et parce qu'ils s'en allaient tous vers un pays nouveau et mystérieux, instinctivement, les émigrants se groupaient, se parlaient, partageaient leur vie, leur nourriture et tout ce qu'ils attendaient de la terre nouvelle 51... » Entraide magnifiée dans la scène finale de l'œuvre, si belle mais si dure que John Ford ne la retint pas pour l'adaptation cinématographique.

Malgré la récession, la confiance ne quitte pas l'activiste président qui mobilise tout ce qui est en son pouvoir pour que la population ne sombre dans le désespoir : l'appel au patriotisme et les références à la nation sont ainsi plus présents dans les discours du deuxième mandat. Faisant le bilan des cinq années écoulées, Roosevelt se réjouit d'un peuple qui a « appris à penser en tant que nation. Et, ce faisant, à nous sentir membres d'une nation. Comme jamais auparavant dans l'histoire, chacune des sections de l'Amérique dit à toutes les autres "ton peuple sera mon peuple". » Un nouvel acteur, au visage international cette fois, va ensuite progressivement pénétrer les discours, même si son ombre plane dès le début du premier mandat de Roosevelt. En plein cœur du conflit, le Président ne perd pas de vue l'objectif qu'il s'était fixé dès sa première élection. Un État plus fort lui permet d'exercer cette force aussi à l'extérieur : « Je vous donne l'assurance solennelle que si nous ne parvenons pas à résoudre ce problème [économique] ici, chez nous, et à le résoudre vite, il sera plus difficile de gagner la guerre. » 52 La guerre qui mobilise des hommes sans emploi et relance la production. La victoire dont Roosevelt sera l'un des héros. Mais ceci est une autre histoire.

Notes de bas de page

1. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère* (1939), Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2013, p. 492.
2. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, trad. fr. Denis Griesmar, Paris, Bartillat, 2013, p. 65. Les traductions de ces célèbres discours radiophoniques étant de grande qualité, nous avons choisi de nous référer à cet ouvrage récemment paru de manière systématique.
3. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 54, 330, 329.
4. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis, de 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2002, p. 433.
5. André Kaspi, *Les Américains*, t. 1, *Naissance et essor des États-Unis, 1607-1945*, Paris, Seuil, coll. « Points Histoire », 1986, p. 293.
6. *Ibid.*, tableau n° 15, p. 290.
7. *Métayers sans ferme*, comté de Hardemas, Texas, 1937.
8. *Largué, exclu et abandonné*, vallée de San Joaquin, Californie, 1936.
9. *Migrant Mother*, Californie, mars 1936, pour ne citer que la plus célèbre.
10. *Ils ont fui la sécheresse en Oklahoma, leurs maisons en Californie*, Californie, 1936.
11. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 327.
12. Du nom du président Herbert Hoover, les Hoovervilles étaient des bidonvilles apparus pendant la Grande Dépression et qui se maintiendront jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.
13. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 209.
14. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis...*, *op. cit.*, p. 443.

15. Élisabeth Zoller, *Histoire du gouvernement présidentiel aux États-Unis*, Paris, Dalloz, 2011, p. 256, 283.
16. André Kaspi, *Franklin D. Roosevelt*, Perrin, coll. « Tempus », 1988, p. 7. Il existe de nombreuses biographies de Roosevelt. Parmi celles rédigées en langue française, c'est celle d'André Kaspi qui a notre préférence, d'où son utilisation exclusive.
17. André Kaspi, *Les Américains*, t. 1, *op. cit.*, p. 296.
18. « Inaugural Address », 4 mars 1933, in *The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt*, t. 2, *The Year of Crisis, 1933*, New York (N. Y.), Random House, 1938, p. 11 ; disponible sur le site internet de la librairie numérique de l'université du Michigan, umdl.umich.edu. Nous traduisons.
19. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 24 juin 1938, p. 184.
20. *Ibid.*, 14 avril 1938, p. 159.
21. André Kaspi, *Les Américains*, t. 1, *op. cit.*, p. 309.
22. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis...*, *op. cit.*, p. 457.
23. Mireille Delmas-Marty, avant-propos à Diane Roman (dir.), *La Justiciabilité des droits sociaux : vecteurs et résistances*, Paris, Pédone, collection « Droits sociaux », 2012, p. 3.
24. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 28 juin 1934, p. 73. C'est donc tout naturellement que nous nous appuyons largement sur les paroles de Roosevelt elles-mêmes, tout comme, pour dépeindre la misère, nous préférons les mots de John Steinbeck aux tableaux et statistiques.
25. Véronique Champeil-Desplats, « Les droits sociaux : éléments de définition », in Diane Roman (dir.), *La Justiciabilité des droits sociaux...*, *op. cit.*, p. 19.
26. Étant entendu que lesdites personnes, les enfants exceptés, ne sont pas « intrinsèquement » vulnérables mais le sont devenues en raison des conditions imposées par la crise. Nous nous appuyons ici sur la problématique développée par Gaëlle Lichardos dans sa thèse en préparation, *Recherche sur le concept de vulnérabilité en droit public français*, Université Toulouse 1 Capitole.
27. Cf. notamment dans ce sens Pierre Guibentif et Diane Roman, « Droits sociaux », in André-Jean Arnaud (dir.), *Dictionnaire de la globalisation*, Paris, Igdj, 2010, p. 179 et suiv.
28. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 14 novembre 1937, p. 152.
29. « Nous, en Amérique, nous savons que nos propres institutions démocratiques peuvent être préservées et fonctionner. Mais, pour les préserver, il nous faut agir ensemble, affronter avec courage les problèmes de la nation, et prouver que le fonctionnement concret du gouvernement démocratique est à la hauteur du devoir de protection de la sécurité du peuple. Ce n'est pas seulement notre santé économique future, mais bien celle de nos institutions démocratiques, qui dépend de la détermination de notre gouvernement à donner du travail à ceux qui sont sans emploi. » (*Ibid.*, 14 avril 1938, p. 163.)
30. *Ibid.*, 28 juin 1934, p. 72.
31. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 124.
32. Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis...*, *op. cit.*, p. 445.
33. Cf. Élisabeth Zoller, *Histoire du gouvernement présidentiel aux États-Unis*, *op. cit.*, p. 252.
34. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 12 mars 1933, p. 21, 29.
35. À propos des mesures relatives à l'agriculture, l'industrie et les transports, Roosevelt dit, dans son discours radiophonique du 7 mai 1933 présentant le *New Deal*, qu'« il s'agit plutôt d'un partenariat entre les pouvoirs publics et les différents secteurs de l'économie, non pas pour partager les profits, car les profits sont toujours pour les citoyens, mais bien pour établir une planification, et pour vérifier qu'elle est exécutée » (*ibid.*, p. 33).
36. *Ibid.*, 24 juillet 1933, p. 45.
37. André Kaspi, *Franklin D. Roosevelt*, *op. cit.*, p. 245.
38. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 28 juin 1934, p. 70.

39. Loi généralement présentée comme la plus « sociale » par les commentateurs, notamment en raison de l'électricité peu onéreuse qu'elle permettait d'offrir aux consommateurs.
40. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 492.
41. André Kaspi, *Les Américains*, t. 1, *op. cit.*, p. 316. Cf., dans le même sens, Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis...*, *op. cit.*, p. 444 : « D'emblée, le nira fut contrôlé par le milieu des affaires et mis au service de ses intérêts. »
42. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 30 septembre 1934, p. 84 ; 28 avril 1935, p. 95 ; et 14 novembre 1937, p. 147.
43. *Ibid.*, 6 septembre 1936, p. 113.
44. *Ibid.*, 12 mars 1933, p. 25 (nous soulignons) et p. 23-24.
45. André Kaspi, *Franklin D. Roosevelt*, *op. cit.*, p. 264.
46. *Ibid.*, p. 265.
47. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 12 mars 1933, p. 26 ; et 7 mai 1933, p. 38.
48. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 11.
49. « Lorsqu'un Américain réclame le concours de ses semblables, il est fort rare que ceux-ci le lui refusent, et j'ai observé souvent qu'ils le lui accordaient spontanément avec un grand zèle. » (Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. 2 (1840), Paris, 10/18, 1963, partie III, § 18, p. 311.)
50. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 6 septembre 1936, p. 105.
51. John Steinbeck, *Les Raisins de la colère*, *op. cit.*, p. 270.
52. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, *op. cit.*, 12 octobre 1937, p. 135 ; et 7 septembre 1942, p. 311.